

REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MINES

**SOCIETE NATIONALE DES EAUX DU BENIN**

DIRECTION GENERALE



# RAPPORT D'ACTIVITES

# 2015

*2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015*

**VERSION DEFINITIVE**

**MAI 2016**

## SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	15
1. GESTION TECHNIQUE.....	15
1.1 Eau brute pompée .....	15
1.2 Eau traitée produite.....	17
1.2.1 Consommation d'intrants pour la production d'eau .....	18
1.2.2 Qualité de l'eau distribuée .....	19
1.3 Ventes d'eau en volume.....	20
1.3.1 Ventes d'eau en volume par direction départementale.....	20
1.3.2 Consommation moyenne par client.....	21
1.4 Réseaux d'eau .....	22
1.4.1 Extension du réseau .....	22
1.4.2 Performances du réseau d'eau.....	23
1.4.2.1 Rendement de production .....	23
1.4.2.2 Eau Non Comptabilisée.....	24
1.4.2.3 Indice linéaire de perte dans les réseaux d'eau.....	26
2. GESTION COMMERCIALE.....	27
2.1 Branchements réalisés .....	27
2.2 Le parc des abonnés.....	28
2.3 Le taux de desserte .....	29
3. EXECUTION DES PROJETS .....	30
4. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES .....	35
4.1 Effectif.....	35
4.2 Répartition du personnel par catégorie socio-professionnelle .....	35
4.3 Répartition du personnel par Direction Départementale .....	35

4.4	Ages et pyramide des âges .....	36
4.5	Mouvement du personnel .....	37
4.5.1	Recrutement .....	37
4.5.2	Les Départs .....	37
4.6	Rémunération .....	37
4.7	Relations avec les organisations syndicales .....	38
4.8	Affaires sociales .....	38
4.9	Carrière et Formation .....	38
4.10	Conditions de travail, d'hygiène et de sécurité .....	39
5.	GESTION FINANCIÈRE .....	39
5.1	Quelques chiffres caractéristiques .....	39
5.2	Autres informations financières .....	40
5.2.1	Indice de Recouvrement .....	40
5.2.1.1	<i>Indice de Recouvrement sur l'Administration Centrale</i> .....	41
5.2.1.2	<i>Indice de Recouvrement sur Clients Particuliers</i> .....	41
5.2.2	Délai crédit client .....	41
6	AUTRES ACTIVITES MANAGERIALES .....	41
6.1	Audit interne et Inspection .....	41
6.2	Planification et Etudes .....	42
6.3	Au plan juridique et archivages .....	43
6.4	Au plan du contrôle de gestion .....	44
6.5	Au plan de la Communication .....	44
	CONCLUSION .....	466

## LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHES

Tableau 1 : Évolution des principaux indicateurs techniques et commerciaux de 2015 et 2014	10
Tableau 3 : Évolution et contribution par Direction Départementale de l'eau brute pompée.....	16
De façon schématique, cette évolution se présente comme suit :.....	16
Graphe 1 : Evolution de l'eau brute pompée par Direction Départementale. ....	16
Graphe 2 : Evolution de l'eau brute pompée au cours des cinq dernières années (millions m <sup>3</sup> ). ..	16
Tableau 4 : Évolution et contribution de l'eau traitée refoulée par Direction Départementale. ..	17
Graphe 3 : Evolution de l'eau traitée par Direction Départementale.....	17
Graphe 4 : Evolution de l'eau traitée au cours des cinq dernières années (millions m <sup>3</sup> ). ....	18
Tableau 5 : Évolution des consommations d'intrants de 2014 à 2015.....	18
Tableau 6 : Taux de conformités des analyses bactériologiques.....	20
Tableau 7 : Evolution des ventes par Direction Départementale.....	20
Graphe 5 : Evolution de l'eau vendue en 2015 par Direction Départementale.....	21
Graphe6 : Evolution des ventes d'eau au cours des cinq dernières années.....	21
Tableau 8 : Evolution des consommations moyennes par client en 2014 et 2015. ....	22
Tableau 9 : Evolution de la longueur du réseau par Direction Départementale.....	22
Tableau 10 : Rendement du réseau de production par Direction Départementale.....	23
Tableau 11 : Evolution de l'ENC par département.....	25
Tableau 12 :Indice linéaire de perte (ILP) des réseaux d'eau (m <sup>3</sup> /j/km).....	26
Tableau 13 : Evolution des branchements par Direction Départementale. ....	27
Graphe 7 : Evolution des branchements les cinq dernières années. ....	27
Tableau 14 : Évolution du parc des abonnés actifs.....	28
Graphe 8 : Proportions départementales du nombre de clients.....	28
Graphe 9 : Evolution du parc abonnés sur les cinq dernières années.....	29
Tableau 15 : Évolution du taux de desserte.....	29
Tableau 17 : Répartition du personnel par catégorie socioprofessionnelle au 31 décembre 2015. .....	35
Tableau 18 : Répartition de l'effectif par direction.....	35
Graphe 10 : Répartition graphique de l'effectif par direction.....	36
Graphe 11 : Pyramide des âges des agents SONEB au 31 décembre 2015.....	36
Tableau 19 : Mouvement du personnel par catégorie. ....	37

## LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES

AEP	:	Alimentation en Eau Potable
BEI	:	Banque Européenne d'Investissement
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
DAO	:	Dossier d'Appel d'Offres
DDAD	:	Direction Départementale Atacora / Donga
DDAL	:	Direction Départementale Atlantique / Littoral
DDBA	:	Direction Départementale Borgou / Alibori
DDMC	:	Direction Départementale Mono / Couffo
DDOP	:	Direction Départementale Ouémé / Plateau
DDZC	:	Direction Départementale Zou / Collines
DE	:	Diamètre Extérieur
DNCMP	:	Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics
EIE	:	Etude d'Impact Environnemental
FD	:	Fonte Ductile
GiZ	:	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IFC	:	Indemnité de Fin de Carrière
KfW	:	Kreditanstalt für Wiederaufbau
OMS	:	Organisation Mondiale de la Santé
PEHD	:	Poly-Ethylène Haute Densité
PTF	:	Partenaires Techniques et Financiers
PVC	:	Polychlorure de Vinyle
SONEB	:	Société Nationale des Eaux du Bénin

## FICHE SIGNALÉTIQUE

**Désignation :** Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB)

**Adresse :** 92, Avenue du Pape Jean Paul II, 01 BP 216 RP Cotonou, Bénin  
Tél. : (229) 21.31.62.58 / 21.31.22.72 Fax : (229) 21.31.11.08  
E-mail : [info@soneb.com](mailto:info@soneb.com), Site Web : [www.soneb.com](http://www.soneb.com)

**Statut juridique :** Société Anonyme Unipersonnelle / Entreprise publique

**Capital social actuel :** 1 Milliard F CFA

**Objet social :** Production et distribution d'eau potable en milieux urbain et périurbain ainsi que l'évacuation et le traitement des eaux usées au Bénin

**Conseil d'Administration :** Il est composé de sept membres que sont :

- M. *Emile Louis PARAÏSO*, Président, Représentant du Ministre de l'Eau;
- M. *Latifi Adjassa BADIROU*, Représentant du Ministre de l'Economie, des Finances et des Programmes de dénationalisation;
- M. *Comlanvi KPOLEDJI*, Représentant du Ministre du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective ;
- M. *Richard Dèdènou OUSSOU*, Représentant du Ministre de la Santé ;
- M. *Patrice Comlan HOUSSOU GUÈDÈ*, Représentant de l'Association Nationale des Communes du Bénin ;
- M. *Bernard DOSSOU DOSSA*, Représentant de l'Association des Consommateurs ;
- M. *Arsène AÏKO*, Représentant le Personnel.

**Commissariat aux comptes**

- M. *Johannes DAGNON*, FIDUCIAIRE D'AFRIQUE
- M. *Pierre BRUN*, AUDIT FINANCE CONSEIL

**Directeur Général :** David BABALOLA

**Potentiel productif :** 63,80 milliards FCFA

**Effectif :** 853 agents

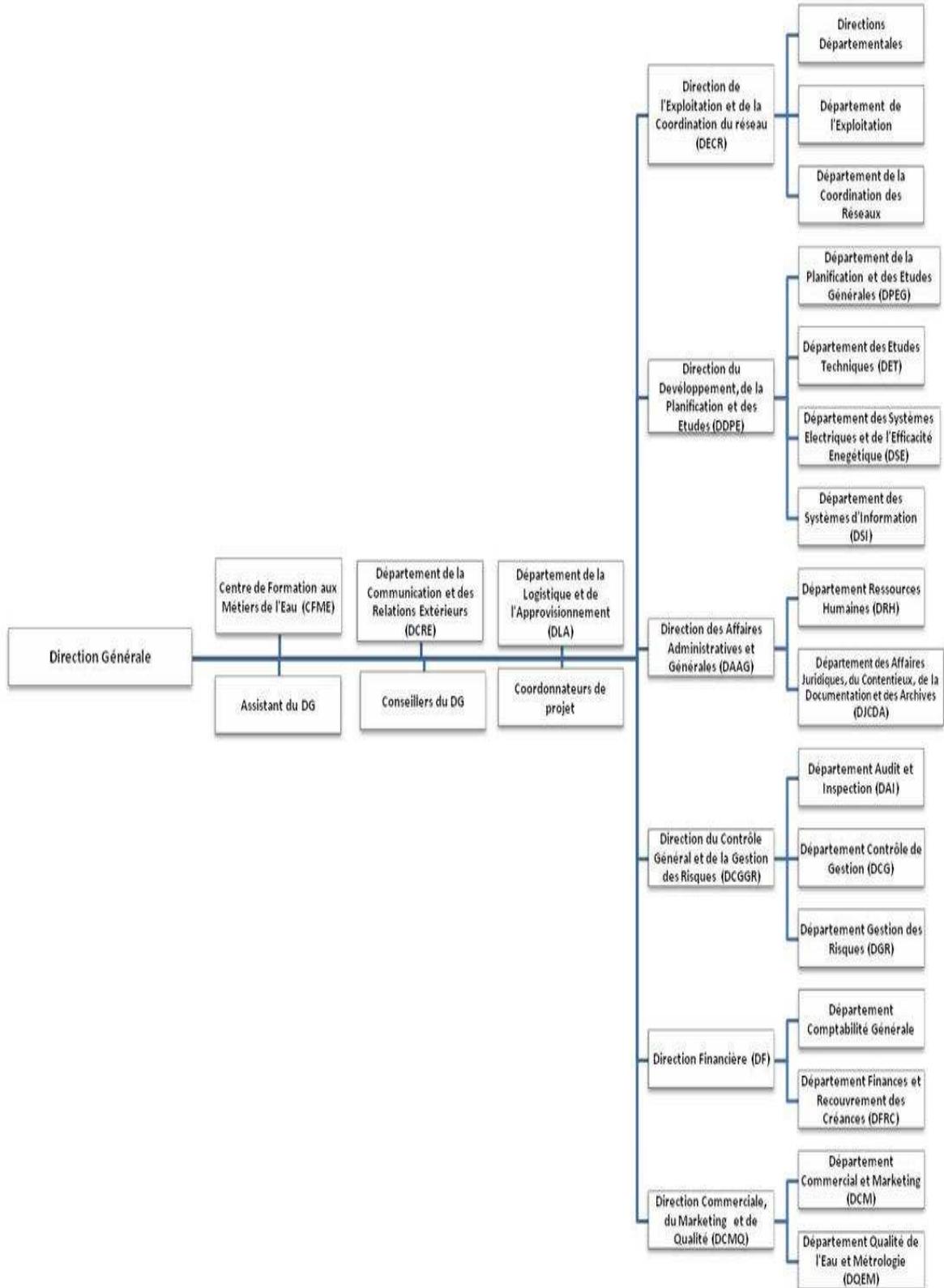
**Clients actifs** : 235.449 abonnés

**Ventes d'eau** : 35,30 millions m<sup>3</sup>

**Chiffre d'affaires** : 20,22 milliards FCFA

**Résultat net** : 2,059 milliards FCFA.

## ORGANIGRAMME CENTRAL



## NOTE DE SYNTHÈSE

Le niveau de l'atteinte des objectifs que la SONEB s'est fixés au titre de l'année 2015 se présente à travers les résultats produits par les différents secteurs d'activités et consignés dans le présent rapport.

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2015, la Direction Générale a su prendre de grandes décisions suivies de quelques réformes dans le but de booster l'activité de l'entreprise et d'améliorer son image de marque.

Ainsi en 2015, les principales réalisations se présentent comme suit :

- le reversement des 190 agents d'exécution admis au test de recrutement organisé en 2014 dans la convention collective de la SONEB;
- l'externalisation des travaux de branchements et d'extension de réseau. Cette décision a permis de dépasser les objectifs fixés pour 2015.
- l'externalisation des travaux de coupure, dépose et remise après paiement des compteurs des clients ayant des factures d'eau impayées ;
- le recouvrement des créances sur les abonnés particuliers relatives aux factures de consommation d'eau cumulées au 31 décembre 2015 ;
- l'amélioration de la communication à l'endroit de la clientèle et des tiers à travers le site web et la page facebook de la SONEB ainsi que les contrats de partenariats avec les mass-médias locaux.

Outre ces grandes actions marquantes, la note de synthèse présente le point des activités techniques relevant des exploitations départementales et des projets exécutés. Il y est fait également mention des activités du Contrôle de Gestion, des ressources humaines et du management et retracé les principaux indicateurs de la gestion financière réalisés par la société en 2015.

Dans le souci d'offrir une meilleure visibilité et permettre d'apprécier l'évolution historique des indicateurs, les résultats de 2015 sont présentés en parallèle avec ceux obtenus en 2014 dans le tableau suivant.

**Tableau 1** : Évolution des principaux indicateurs techniques et commerciaux de 2015 et 2014

Indicateurs technico-commerciaux	Réalizations		
	Evolution 2015/2014	2015	2014
Branchements réalisés	142%	31 922	13 216
Extensions réalisées (km)	-41%	133,984	228,356
Abonnés actifs	14%	235 449	205 888
Taux de desserte (%)	17%	84,8%	72,2%
Eau produite et refoulée (millions m <sup>3</sup> )	13%	50,28	44,62
Eau vendue (millions m <sup>3</sup> )	3%	35,30	34,15
Consommation spécifique énergie totale kwh/m <sup>3</sup>	-2%	0,516	0,526
Taux d'eau non comptabilisée	26,94%	29,80%	23,48%

De la lecture de ce tableau, il ressort que le nombre de branchements réalisés a connu un accroissement très sensible soit 142%, dépassant largement l'objectif de 6% fixé. Cette performance porte le nombre des nouveaux clients raccordés à 31.922 contre 26.114 prévus. Le parc abonnés a connu une augmentation de 14% passant de 205.888 abonnés en 2014 à 235.449 abonnés à fin décembre 2015. Toutefois, les résiliations nettes de reprise d'abonnement ont chuté de 3.295 en 2014 à 61 en 2015, toute chose qui a contribué, entre autres, à l'atteinte du niveau du nombre d'abonnés enregistrés.

Aussi, il est à noter que l'accroissement du nombre de branchements est d'une part dû, à l'externalisation des travaux de réalisation des branchements et d'autre part à la campagne de branchements promotionnels opérée au cours de l'année 2015.

Les extensions du réseau d'eau quant à elles sont en forte régression de 41%. La baisse de performance observée au niveau des extensions peut-être expliquée par le fait que les 228 Km de réseau d'eau réalisés en 2014 ont été influencés par la réalisation des extensions sur projet alors qu'en 2015 ces dernières n'ont pas eu lieu.

La quantité d'eau potable produite en 2015 quant à elle a progressé de 13% par rapport à celle de 2014 dépassant ainsi l'accroissement de 6% projeté et se chiffre à **50,28 millions** de m<sup>3</sup> produite contre **44,62 millions** réalisé en 2014. Ceci prouve que la SONEB a poursuivi les efforts entrepris en 2014 pour maintenir voire dépasser la performance réalisée en 2014.

Tout comme la production, les ventes sont également en augmentation par rapport à 2014 et s'établissent à **35,30 millions** de m<sup>3</sup> d'eau. Il en résulte un taux d'eau non facturé de 29,80% contre les 23,6% projeté. Ce résultat est la conséquence des taux relativement élevés enregistrés dans les directions départementales de l'Atlantique/Littoral, Mono/Couffo, Zou/Collines et Atacora/Donga. Il est fortement influencé par la dégradation du taux d'ENC observée dans la direction départementale de l'Atlantique/Littoral soit 32,81% en 2015 contre 23% en 2014.

Il faut noter qu'un effort louable est entrepris par la Direction Générale dans le souci de permettre une meilleure appréciation du volume d'eau produite en installant des débitmètres au niveau de certaines grandes stations d'eau des Directions Départementales, ce qui a permis d'améliorer la fiabilité des chiffres de la production d'eau au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre.

Ainsi, afin d'améliorer le rendement du réseau qui se trouve aujourd'hui dégradé par rapport à 2014, des actions hardies méritent d'être menées notamment :

- ✓ le renouvellement des conduites en amiante ciment ;
- ✓ la dynamisation des contrôles chez abonnés et sur les chantiers de construction;
- ✓ la vérification systématique de relèves des index effectuées par les releveurs;
- ✓ le remplacement des compteurs défectueux et/ou âgés existant chez les abonnés en particuliers chez les gros consommations;
- ✓ la maintenance préventive et curative et le renouvellement des organes de sécurité du réseau (vannes, ventouses, vidanges...);
- ✓ la formalisation de la tenue des statistiques des ventes d'eau sur de grands chantiers de pose de canalisation et les pertes d'eau induits par les travaux.

Des performances réalisées, il en résulte un taux de desserte en eau potable pour les zones urbaines et périurbaines d'environ 84,8% en 2015 contre 72,2% en 2014. L'objectif de 75% de taux de desserte fixé pour les OMD 2015 est ainsi atteint au prix des efforts fournis par tous les acteurs tels que l'Etat Béninois, les Partenaires Techniques et Financiers et la SONEB elle-même à travers la mise en œuvre d'importants projets et la réalisation de milliers de branchements promotionnels.

La consommation spécifique de l'énergie au cours de l'exercice 2015 est d'environ 0,52 kwh/m<sup>3</sup> contre 0,53 kwh/m<sup>3</sup> en 2014 ; le résultat ne satisfait pas encore l'objectif d'efficacité soit 0,42 kwh/m<sup>3</sup> préconisé par les résultats de l'audit énergétique. La mise en œuvre des recommandations entreprises doit être poursuivie. Dans ce cadre, l'alimentation en énergie solaire des stations de production fonctionnant à partir de groupe électrogène et quelques bâtiments administratifs, mérite d'être poursuivie.

Eu égard à ces résultats et dans le but de rendre la société plus performante, il convient de mener diligemment, en plus des actions sus énumérées, les actions ci-après :

- ✓ le remplacement progressif des compteurs mécaniques de production par des compteurs électromagnétiques ;
- ✓ la sectorisation des réseaux d'eau de Porto-Novo et Cotonou ;
- ✓ la poursuite des actions de maintenance préventive afin de stabiliser les pertes ;
- ✓ la contre relève annuelle par du personnel extérieur, afin de fiabiliser davantage les relèves ;
- ✓ le changement progressif de tout le réseau en amiante ciment ;
- ✓ disposer d'un stock minimum des pièces de réparation dans les magasins départementaux pour la maintenance curative.

La situation des ressources humaines et financières de 2015 par rapport à 2014 est présentée dans le tableau ci-après :

**Tableau 2 : Évolution des principaux indicateurs des ressources humaines et financières de 2014 à 2015.**

Indicateurs des ressources humaines et financières	Réalizations		
	Evolution 2015/2014	2015	2014
Effectif du personnel	26%	853	678
Nombre d'abonnés actifs	14%	235 449	205 888
Productivité physique (effectif / 1000 abonnés)	10%	3,62	3,29
Masse salariale/valeur ajoutée	30%	43%	33%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	4%	20 216	19 426
Charges de personnel (millions FCFA)	16%	6 272	5 391
Résultat d'exploitation (millions FCFA)	-163%	- 1 354	2 161
Résultat net (millions FCFA)	-52%	2 059	4 314
Délai crédit client (nombre de jours de chiffre d'affaires)	11%	272	245

L'effectif du personnel, d'après ce tableau, s'est accru de 26% et se justifie par le reversement de 190 agents d'exécution et le recrutement de nouveaux agents en vue de renforcer le personnel. Cette situation fait passer le ratio de productivité physique (agents pour 1000 clients) à 3,6 en 2015 contre 3,3 en 2014.

Le chiffre d'affaires composé essentiellement des ventes n'a connu qu'un accroissement de 4% par rapport à celui de 2014. Cet accroissement relativement faible peut donc se justifier par la baisse des ventes d'eau et des recettes travaux résultant des opérations de branchements à coût réduit.

Le ratio masse salariale / valeur ajoutée a évolué en passant de 33% à 43% en 2015, soit une progression arithmétique de 10%. Cette progression est due à l'augmentation de la masse salariale qui a suivi l'augmentation de l'effectif du personnel et des avancements qu'a connus le personnel.

Le résultat d'exploitation, solde significatif de gestion qui permet de rémunérer les capitaux propres et emprunts et d'assurer le paiement des impôts et de la participation

est déficitaire de 1,35 milliard de F CFA en 2015 contre un bénéfice de 2,16 milliards en 2014. Ce déficit résulte du ralentissement de l'accroissement qu'ont connu les produits d'exploitation (accroissement de 13% en 2014, pour seulement 5% en 2015) tandis que les charges d'exploitation sont passées de 19 milliards de F CFA en 2014 à 24 milliards de F CFA en 2015, soit un accroissement de 25%. Ceci permet de déduire que la performance observée en 2014 en matière de la maîtrise des charges n'est pas poursuivie en 2015.

Des efforts méritent d'être consentis afin d'améliorer les ventes d'une part et maîtriser les charges d'autre part.

En somme, il ressort de la gestion exercice 2015 un résultat bénéficiaire de 1,72 milliard de F CFA en 2015 contre 4,31 milliards de F CFA en 2014, soit une baisse considérable de 60%.

Les créances clients se chiffrent à 17,7 milliards de FCFA en 2015 contre 15,14 milliards de FCFA en 2014 soit une augmentation de 17% par rapport à 2014 pendant que le chiffre d'affaires ne s'est accru que de 4%. Cette situation montre le niveau de dégradation du délai client qui est passé de 245 jours en 2014 à 272 jours en 2015 ; ceci signifie que la SONEB dispose d'un chiffre d'affaires de 272 jours auprès de ses clients toutes catégories confondues.

## INTRODUCTION

La Société Nationale des Eaux du Bénin face à la démographie galopante, ne se lasse point dans sa mission d'alimentation en eau potable des populations urbaines et périurbaines et ceci à travers l'exécution des tâches précises conformément aux objectifs qu'elle s'est fixés avec l'Etat et les partenaires techniques au développement.

Ainsi, sacrifiant à la traditionnelle reddition des comptes afin de rendre visibles les efforts fournis et les difficultés rencontrées par la SONEB dans sa quête permanente de performance, la Direction du Contrôle Général et de la Gestion des Risques à travers son Département Contrôle de Gestion, élabore le présent rapport d'activités qui met en exergue d'une part, les résultats issus du management de l'entreprise au niveau technico-commercial et des projets, et d'autre part au niveau des ressources humaines et financières. Ce rapport loin d'être une littérature est un précieux outil d'information et d'appréciation du management de l'entreprise pour l'Etat béninois, les partenaires sociaux et techniques car relevant les dysfonctionnements existants à chaque niveau de productivité de celle-ci et présentant les performances réalisées. Il propose également les solutions dans le but de pérenniser les acquis managériaux et d'améliorer les systèmes défailants.

### ***1. GESTION TECHNIQUE***

#### **1.1 Eau brute pompée**

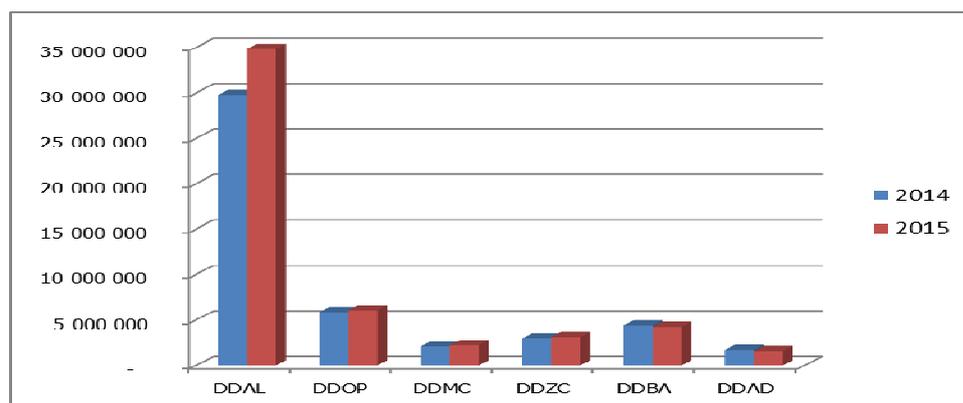
L'eau brute pompée est celle issue des forages pour les stations de traitement. Elle a évolué de **11%** par rapport à 2014 et représente en volume **52,06 millions** de m<sup>3</sup> en 2015 contre **46,76 millions** de m<sup>3</sup> en 2014. Ce taux montre clairement la performance réalisée en 2015 qui résulte des impacts de la mise en service du projet de renforcement du système d'AEP de Cotonou phase 2. L'effort consenti par chaque direction départementale pour l'atteinte de ce résultat est récapitulé dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 3** : Évolution et contribution par Direction Départementale de l'eau brute pompée

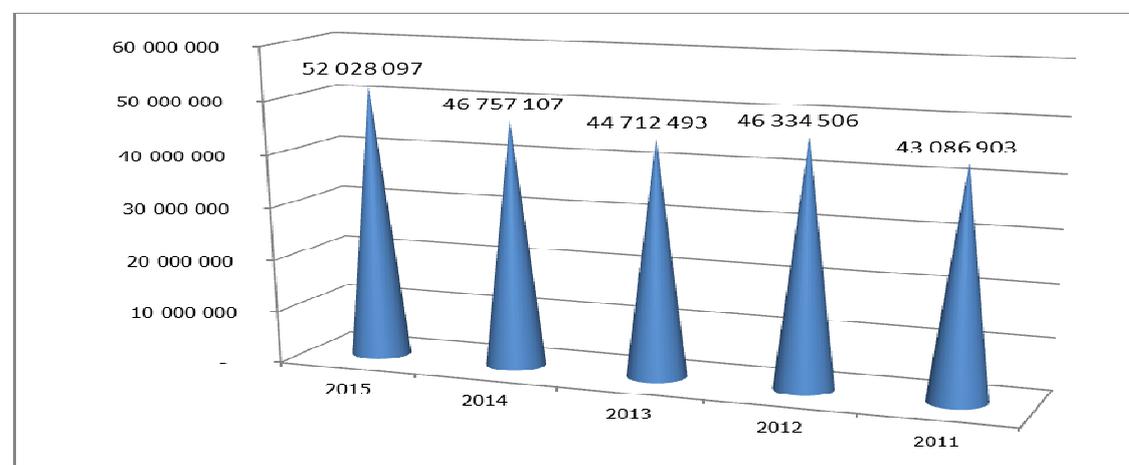
DEPARTEMENTS	Production eau brute (m3)		Evolution 2015/2014	Contribution de chaque DD	
	2014	2015		2014	2015
DDAL	29 778 183	34 874 379	17%	64%	67%
DDOP	5 856 604	6 052 784	3%	13%	12%
DDMC	2 055 561	2 180 287	6%	4%	4%
DDZC	2 984 573	3 136 210	5%	6%	6%
DDBA	4 386 207	4 237 815	-3%	9%	8%
DDAD	1 695 979	1 576 622	-7%	4%	3%
<b>TOTAL</b>	<b>46 757 107</b>	<b>52 058 097</b>	<b>11%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

De façon schématique, cette évolution se présente comme suit :

**Graph 1** : Evolution de l'eau brute pompée par Direction Départementale.



**Graph 2** : Evolution de l'eau brute pompée au cours des cinq dernières années (millions m<sup>3</sup>).



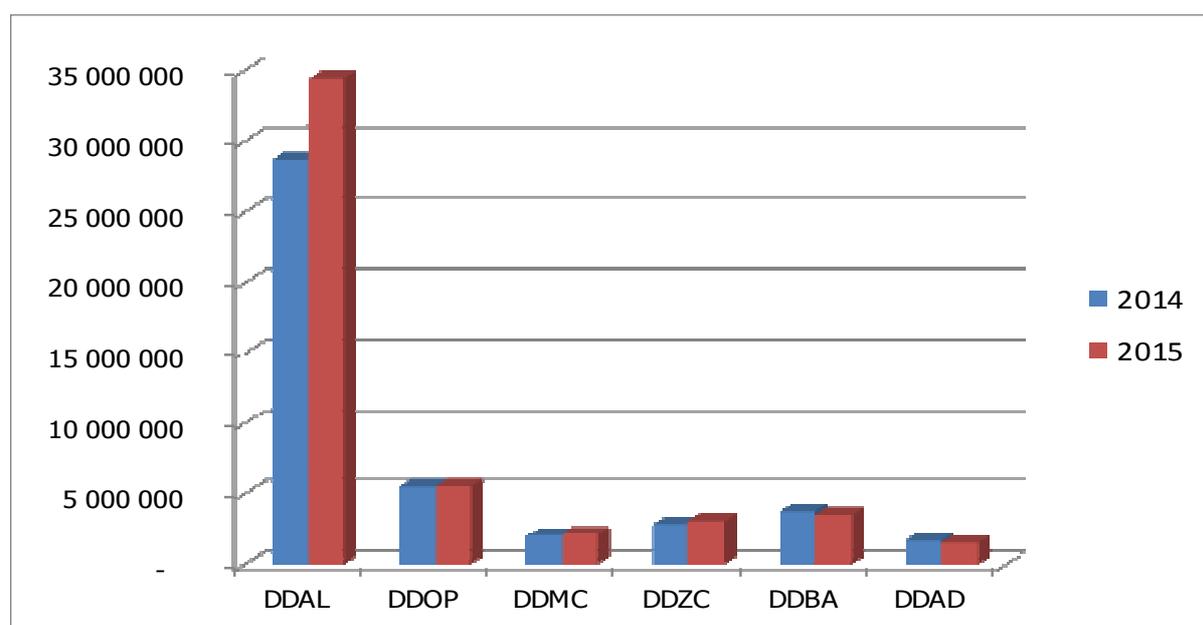
## 1.2 Eau traitée produite

Le volume d'eau traitée en 2015 est de **50,28 millions** de m<sup>3</sup> contre **44,62 millions** de m<sup>3</sup> en 2014 engendrant ainsi un taux d'accroissement de **13%** pour un objectif d'accroissement attendu de 6%. La contribution et l'évolution de l'eau produite par Direction Départementale sont présentées dans le tableau ci-après :

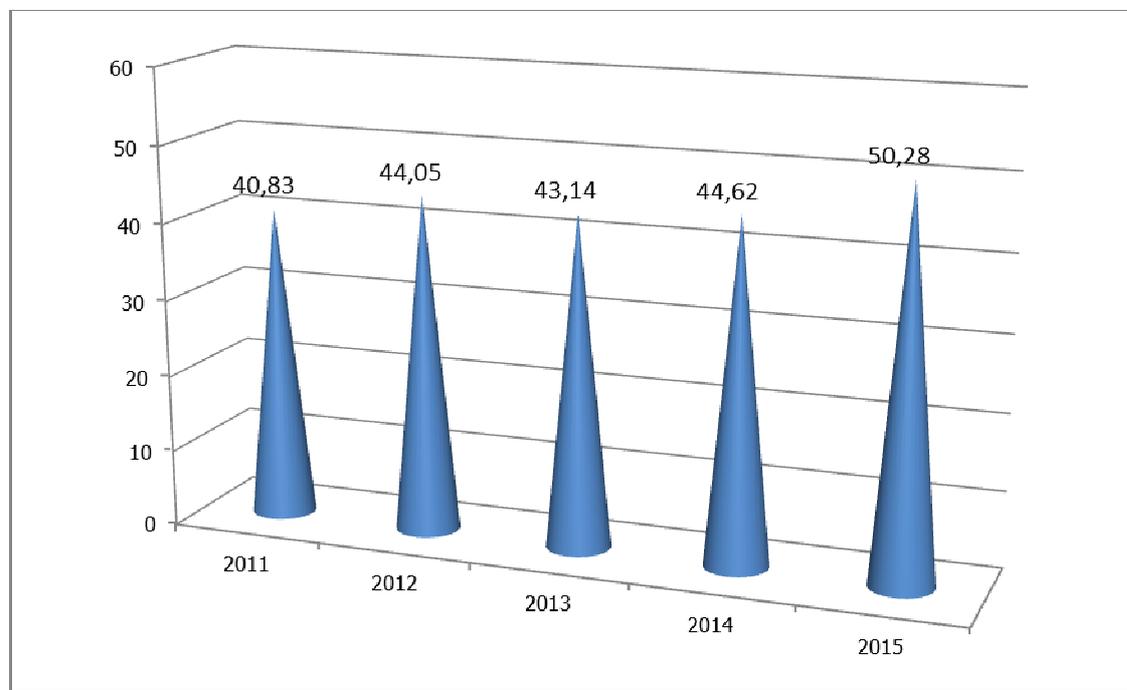
**Tableau 4 :** Évolution et contribution de l'eau traitée refoulée par Direction Départementale.

DEPARTEMENTS	Eau produite (m3)		Evolution 2015/2014	Contribution de chaque DD	
	2014	2015		2014	2015
DDAL	28 724 873	34 422 861	20%	64%	68%
DDOP	5 485 683	5 528 285	1%	12%	11%
DDMC	2 055 561	2 180 287	6%	5%	4%
DDZC	2 902 708	3 101 530	7%	7%	6%
DDBA	3 789 057	3 521 905	-7%	8%	7%
DDAD	1 666 124	1 528 592	-8%	4%	3%
<b>TOTAL</b>	<b>44 624 006</b>	<b>50 283 460</b>	<b>13%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

**Graphe 3 :** Evolution de l'eau traitée par Direction Départementale.



**Graphe 4** : Evolution de l'eau traitée au cours des cinq dernières années (millions m<sup>3</sup>).



### 1.2.1 Consommation d'intrants pour la production d'eau

Le traitement de l'eau brute pompée nécessite des intrants dont la consommation est résumée dans le tableau suivant :

**Tableau 5** : Évolution des consommations d'intrants de 2014 à 2015

INTRANTS	Unités	2014	2015	Evolution 2015/2014
Energie totale consommée	kwh	24 578 809	26 877 654	9%
Gasoil	litres	237 314	156 180	-34%
Huile	litres	1 360	931	-32%
Energie autoproduite	kwh	527 308	336 276	-36%
Chlore	kg	62 279	72 740	17%
Akdolite	kg	14 495	11 675	-19%
Sulfate d'alumine	kg	164 060	162 790	-1%
Chaux éteinte	kg	245 549	221 708	-10%

D'après ce tableau, nous constatons que les consommations en énergie électrique et en chlore ont augmenté respectivement de 9% et 12%. Ces augmentations se justifient par l'accroissement qu'a connu la production.

La faible consommation du sulfate d'alumine et de l'akdolite (utilisés en grande partie par la station de Parakou et Kandi) est en cohérence avec la baisse de la production observée dans la DDBA. Signalons que l'akdolite permet juste la minéralisation de l'eau et cette situation observée n'entrave pas la potabilité de l'eau distribuée.

La baisse de la consommation de chaux éteinte est remarquable surtout dans les départements de l'Ouémé-Plateau, Borgou-Alibori et Atacora-Donga. Les raisons qui justifient cette situation varient selon les Directions Départementales.

Par exemple, au niveau de l'Ouémé-Plateau, il a été constaté une pénurie de la chaux éteinte au cours des quatre premiers mois de l'année 2015 de telle sorte qu'il n'y a pas eu de consommation de ce produit alors que 23,6 tonnes du même produit ont été consommées en 2014 sur la même période. Les Directions Départementales du Borgou-Alibori et Atacora-Donga où sont utilisées les eaux de surface, la consommation de la chaux dépend de la qualité de l'eau en ce sens que, lorsque l'eau brute est riche en carbonate et bicarbonate, la chaux est consommée en faible quantité ; dans le cas contraire une quantité importante sera consommée afin d'y apporter ces éléments.

### **1.2.2 Qualité de l'eau distribuée**

La SONEB à travers la Direction Commerciale, du Marketing et de la Qualité s'est évertuée au cours de l'exercice 2015 à se conformer aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en matière de la potabilité de l'eau distribuée à la population.

A cet effet, la SONEB a eu à effectuer sur l'ensemble de son réseau d'eau des analyses bactériologiques et physico-chimiques des échantillons d'eau prélevés, soit 13.138 échantillons analysés en 2015 contre 11.186 en 2014 pour un taux de conformité global d'environ 100%. Ceci illustre bien des efforts qui sont consentis pour améliorer la qualité de l'eau distribuée.

La contribution des Directions Départementales pour l'atteinte de ce résultat est résumée dans le tableau ci-après :

**Tableau 6** : Taux de conformités des analyses bactériologiques

DEPARTEMENTS	Nombre d'échantillons analysés	Nombre d'échantillons conformes	Taux de conformité
DDAL	3 214	3 209	99,8%
DDOP	1 504	1 497	99,5%
DDMC	2 400	2 396	99,8%
DDZC	443	422	95,3%
DDBA	4 583	4 561	99,5%
DDAD	994	994	100,0%
<b>TOTAL</b>	<b>13 138</b>	<b>13 079</b>	<b>99,6%</b>

### 1.3 Ventes d'eau en volume

La quantité d'eau vendue au titre de 2015 est de **35,30 millions** de m<sup>3</sup> contre **34,15 millions** de m<sup>3</sup> en 2014, soit un accroissement de 3%.

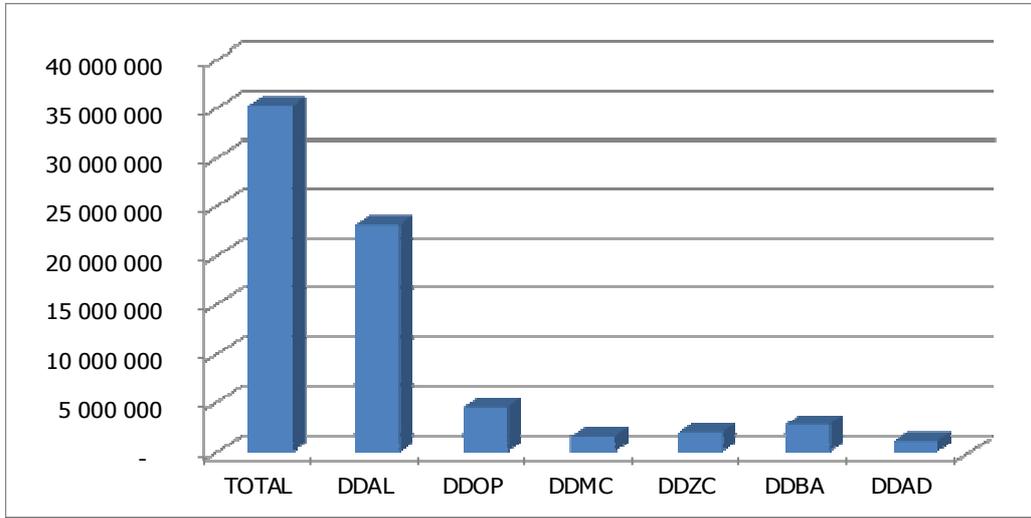
#### 1.3.1 Ventes d'eau en volume par direction départementale

La contribution et l'évolution des ventes par direction départementale pour les années 2014 et 2015 se présentent ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

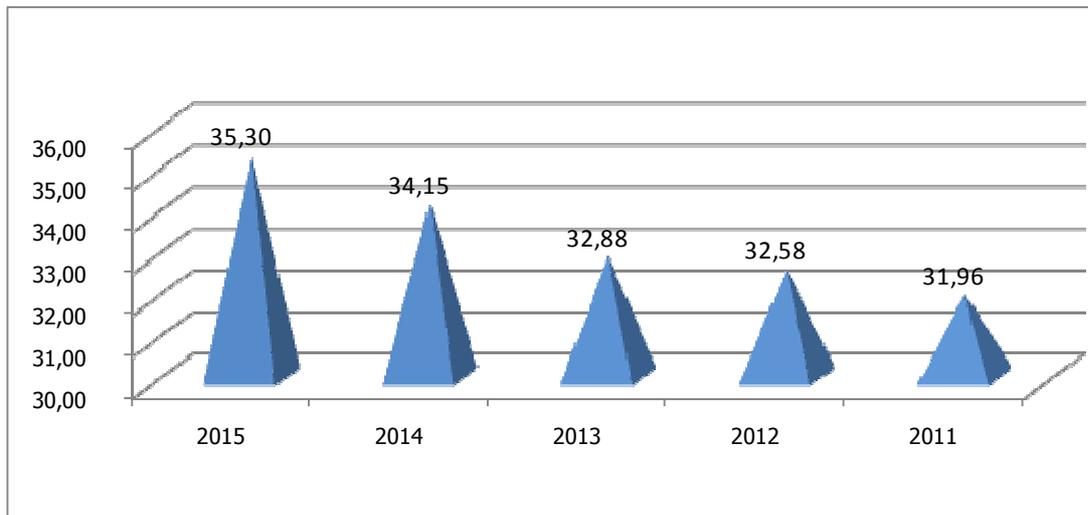
**Tableau 7** : Evolution des ventes par Direction Départementale.

DEPARTEMENTS	Eau vendue (m3)		Evolution 2015/2014	Contibution de chaque DD	
	2014	2015		2014	2015
DDAL	22 102 427	23 128 749	5%	65%	66%
DDOP	4 426 458	4 466 113	1%	13%	13%
DDMC	1 487 298	1 603 725	8%	4%	5%
DDZC	1 967 837	2 062 612	5%	6%	6%
DDBA	2 951 898	2 884 482	-2%	9%	8%
DDAD	1 210 629	1 150 963	-5%	4%	3%
<b>TOTAL</b>	<b>34 146 546</b>	<b>35 296 644</b>	<b>3%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

**Graphe 5** : Evolution de l'eau vendue en 2015 par Direction Départementale.



**Graphe6** : Evolution des ventes d'eau au cours des cinq dernières années.



### 1.3.2 Consommation moyenne par client

A ce niveau, la situation est préoccupante car l'évolution de la quantité d'eau facturée (3%) ne suit pas celle du parc abonnés (14%). Il s'en dégage une consommation moyenne par client en 2015 d'environ 150 m<sup>3</sup> contre 166 m<sup>3</sup> en 2014, soit une régression de 10% comme le montre le tableau ci-dessous.

**Tableau 8** : Evolution des consommations moyennes par client en 2014 et 2015.

<b>RUBRIQUES</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>Evolution (%)</b>
Eau facturée (m <sup>3</sup> )	34 146 546	35 296 644	3%
Clients facturés	205 888	235 449	14%
Consommation moyenne annuelle/ Client (m <sup>3</sup> /client/an)	166	150	-10%

En effet, les raccordements massifs à travers les opérations de branchements à coût réduit réalisées au cours de l'année 2015 ont beaucoup influencé le nombre de clients actifs sans pour autant améliorer les ventes. L'impact de ces opérations sur les ventes d'eau serait perceptible les années à venir.

Toutefois, cette baisse de consommation devenant de plus en plus récurrente interpelle les acteurs de la gestion de la clientèle qui doivent mener des actions idoines telles que :- la sensibilisation de la population contre l'usage des sources alternatives d'eau qui représente une menace pour la santé - le contrôle systématique des relèves effectués par les releveurs- la réduction des factures à consommation nulle – le suivi de la facturation des gros consommateurs à bonne date – etc.

## 1.4 Réseaux d'eau

### 1.4.1 Extension du réseau

La longueur du réseau d'eau de la SONEB s'est étendue à 5 871,34 km pour une réalisation de 133,98 km en 2015 contre 228,36 km réalisée en 2014. La part d'extension réalisée sur fonds propre en 2015 est de 68,780 km. Par contre, aucune extension n'a été réalisée sur projet en 2015.

**Tableau 9** : Evolution de la longueur du réseau par Direction Départementale.

<b>DEPARTEMENTS</b>	<b>Longueur réseau (km)</b>		<b>Extension (km)</b>		<b>Evolution longueur 2015/2014</b>
	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	
DDAL	2 380,52	2 445,61	167,78	65,09	3%
DDOP	1 052,95	1 100,94	25,47	30,89	5%
DDMC	522,03	525,93	7,09	3,90	1%
DDZC	737,57	746,94	9,19	9,02	1%
DDBA	718,20	736,83	13,06	18,63	3%
DDAD	308,13	314,58	5,76	6,46	2%
<b>TOTAL</b>	<b>5 719,40</b>	<b>5 870,83</b>	<b>228,36</b>	<b>133,98</b>	<b>3%</b>

La longueur du réseau s'est accrue de 3% en 2015 par rapport à 2014 tandis que le linéaire des extensions entre les deux années a régressé de 41,33%.

Les performances enregistrées au niveau du réseau au cours de l'exercice en l'occurrence, le rendement de production, l'Eau Non Comptabilisée (rendement de distribution) et l'indice linéaire de perte se présentent comme suit :

### **1.4.2 Performances du réseau d'eau**

Elles s'apprécient à travers le rendement de production, l'Eau Non Comptabilisée (rendement de distribution) et l'Indice Linéaire de Perte.

#### **1.4.2.1 Rendement de production**

C'est le rapport des volumes d'eau pompés aux volumes refoulés dans le réseau de distribution. Il permet de quantifier les pertes de production qui résultent principalement du transport de l'eau brute et des consommations de service d'eau pour le nettoyage des filtres. Son évolution sur les trois dernières années (2013 à 2015) est présentée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 10** : Rendement du réseau de production par Direction Départementale.

<b>LIBELLES</b>	<b>DDAL</b>	<b>DDOP</b>	<b>DDMC</b>	<b>DDZC</b>	<b>DDBA</b>	<b>DDAD</b>	<b>TOTAL</b>
<b>2013</b>							
M3 d'eau brute	28 552 071	5 749 324	2 110 831	3 020 997	3 718 528	1 560 742	44 712 493
M3 d'eau traitée	27 723 272	5 422 202	2 110 831	2 974 028	3 400 753	1 504 040	43 135 126
Rendement de production (%)	97,10	94,31	100,00	98,45	91,45	96,37	96,47
Perte de production (%)	2,90	5,69	-	1,55	8,55	3,63	3,53
<b>2014</b>							
M3 d'eau brute	29 778 183	5 856 604	2 055 561	2 984 573	4 386 207	1 695 979	46 757 107
M3 d'eau traitée	28 724 873	5 485 683	2 055 561	2 902 708	3 789 057	1 666 124	44 624 006
Rendement de production (%)	96,46	93,67	100,00	97,26	86,39	98,24	95,44
Perte de production (%)	3,54	6,33	-	2,74	13,61	1,76	4,56
<b>2015</b>							
M3 d'eau brute	34 874 379	6 052 784	2 180 287	3 136 210	4 237 815	1 576 622	52 058 097
M3 d'eau traitée	34 422 861	5 528 285	2 180 287	3 101 530	3 521 905	1 528 592	50 283 460
Rendement de production (%)	98,71	91,33	100,00	98,89	83,11	96,95	96,59
Perte de production (%)	1,29	8,67	-	1,11	16,89	3,05	3,41
<b>Evolution rendement réseau de production en %</b>							
2014/2013	-0,65%	-0,68%	0,00%	-1,21%	-5,54%	1,94%	-1,07%
2015/2014	2,32%	-2,49%	0,00%	1,68%	-3,80%	-1,31%	1,21%

Le rendement du réseau de production s'est légèrement amélioré pour atteindre 96,6% en 2015 contre environ 95,4% en 2014.

Au plan départemental, la Direction Départementale Borgou-Alibori a enregistré le plus faible taux de rendement en 2015 avec 83,1% contre 86,4% en 2014 et 91,5% en 2013. La DDZC a obtenu le plus fort taux de rendement qui est de 98,9% contre 97,3% constaté en 2014.

Notons que l'installation des débitmètres au niveau de certaines usines a permis d'avoir des données fiables qui ont montré la contreperformance précédemment observée au niveau des Directions Départementales telles que DDOP et DDBA où le volume d'eau produite était surestimé.

#### ***1.4.2.2 Eau Non Comptabilisée***

L'Eau Non Comptabilisée (ENC) encore appelée taux de perte de distribution est un indicateur qui permet de mesurer la contreperformance réalisée par une société d'eau par rapport aux ventes d'eau réalisées sur la production d'une période donnée.

Il a été retenu comme l'indicateur de référence pour l'appréciation du niveau des pertes d'eau pour l'ensemble des sociétés d'eau d'Afrique.

Précisons que cet indicateur s'améliore lorsque sa valeur est faible.

L'évolution de l'ENC au cours des années 2013 à 2015 se présente comme l'indique le tableau suivant :

**Tableau 11** : Evolution de l'ENC par département

<b>LIBELLES</b>	<b>DDAL</b>	<b>DDOP</b>	<b>DDMC</b>	<b>DDZC</b>	<b>DDBA</b>	<b>DDAD</b>	<b>TOTAL</b>
<b>2013</b>							
M3 d'eau facturée	21 252 923	4 105 374	1 494 982	2 065 484	2 811 306	1 151 005	32 881 074
M3 d'eau traitée	27 723 272	5 422 202	2 110 831	2 974 028	3 400 753	1 504 040	43 135 126
Rendement primaire (%)	76,66	75,71	70,82	69,45	82,67	76,53	76,23
Eau non comptabilisée (%)	23,34	24,29	29,18	30,55	17,33	23,47	23,77
<b>2014</b>							
M3 d'eau facturée	22 102 427	4 426 458	1 487 298	1 967 837	2 951 898	1 210 629	34 146 546
M3 d'eau traitée	28 724 873	5 485 683	2 055 561	2 902 708	3 789 057	1 666 124	44 624 006
Rendement primaire (%)	76,95	80,69	72,35	67,79	77,91	72,66	76,52
Eau non comptabilisée (%)	23,05	19,31	27,65	32,21	22,09	27,34	23,48
<b>2015</b>							
M3 d'eau facturée	23 128 749	4 466 113	1 603 725	2 062 612	2 884 482	1 150 963	35 296 644
M3 d'eau traitée	34 422 861	5 528 285	2 180 287	3 101 530	3 521 905	1 528 592	50 283 460
Rendement primaire (%)	67,19	80,79	73,56	66,50	81,90	75,30	70,20
Eau non comptabilisée (%)	32,8	19,2	26,4	33,5	18,1	24,7	29,8
<b>Evolution Eau Non Comptabilisée %</b>							
2014/2013	-1,22%	-20,49%	-5,25%	5,43%	27,47%	16,47%	-1,23%
2015/2014	42,31%	-0,49%	-4,34%	4,01%	-18,08%	-9,64%	26,94%

L'ENC a connu une importante dégradation en passant de 23,5% en 2014 à 29,8% en 2015. Ce résultat aurait pu être meilleur si les Directions Départementales de l'Atlantique-Littoral, Mono-Couffo, Zou-Collines et Atacora-Donga n'avaient pas enregistré des niveaux d'ENC relativement élevés. Ainsi, de sérieux efforts restent à faire en vue de tendre vers un taux global de 20%. A ce titre, les actions ci-après seront poursuivies et renforcés. Il s'agit de :

- organiser régulièrement des maintenances préventives afin d'anticiper les dysfonctionnements provoquant des casses ;
- accélérer l'exécution du programme de remplacement systématique des compteurs âgés chez abonnés ;
- réduire à deux mois maximum, le délai de remplacement des compteurs défectueux identifiés chez les clients ;

- mettre en œuvre les opérations de contre-relève et les systématiser afin d'enrayer les risques de fraudes et autres dysfonctionnements ;
- installer des compteurs plus adaptés aux gros consommateurs ;
- Stratifier les consommations nulles afin de dissocier les consommations réellement nulles de celles engendrées par les autres anomalies ;
- doter tous les poteaux d'incendie de compteurs, les codifier et procéder systématiquement à leur relève mensuelle.

Ces deux paramètres d'appréciations des performances du réseau ne tiennent pas compte de leur importance (étendue). Ainsi, pour intégrer cet aspect de l'étendue du réseau les indices linéaires de pertes sont également déterminés et appréciés comme ci-après.

#### **1.4.2.3** *Indice linéaire de perte dans les réseaux d'eau*

L'indice linéaire de perte a l'avantage d'affiner l'analyse de la perte en fournissant le volume d'eau perdu par jour et par km de réseau.

Le tableau suivant indique l'indice linéaire de perte par Direction Départementale ainsi que son évolution entre les années 2014 et 2015.

**Tableau 12** :Indice linéaire de perte (ILP) des réseaux d'eau (m<sup>3</sup>/j/km)

<b>RUBRIQUES</b>	<b>DDAL</b>	<b>DDOP</b>	<b>DDMC</b>	<b>DDZC</b>	<b>DDBA</b>	<b>DDAD</b>	<b>TOTAL</b>
M3 d'eau facturée	22 749 784	4 452 463	1 604 329	2 177 836	2 883 366	1 155 550	35 023 328
M3 d'eau traitée	34 422 861	5 528 285	2 180 287	3 101 530	3 521 905	1 528 592	50 283 460
Perte de distribution (m3)	11 673 077	1 075 822	575 958	923 694	638 539	373 042	15 260 132
Longueur réseaux (km)	2 445,61	1 100,94	525,93	746,94	736,83	314,58	5 870,83
<b>ILP 2015 (m3/j/km)</b>	13,08	2,68	3,00	3,39	2,37	3,25	7,12
<b>ILP 2014 (m3/j/km)</b>	7,62	2,76	2,98	3,47	3,19	4,05	5,02
Evolution 2015/2014 (%)	71,57%	-2,86%	0,60%	-2,43%	-25,65%	-19,78%	41,89%

En 2015, les pertes d'eau par jour et par km sont de 7,02 m<sup>3</sup> contre 5,02 m<sup>3</sup> en 2014, soit une détérioration de l'effort d'environ 2% traduisant plus de perte d'eau sur 1 km et par jour en moyenne.

De l'analyse combinée de l'ENC et de l'évolution de l'ILP, il se dégage que les Directions Départementales de Ouémé-Plateau et de Borgou-Alibori ont enregistré les meilleures performances en matière de pertes.

## 2. GESTION COMMERCIALE

### 2.1 Branchements réalisés

La SONEB a réalisé en 2015 31.922 branchements contre 13.216 en 2014 ; soit un accroissement de 142%. Cette performance, jamais réalisée, résulte d'une part de la campagne de promotion des branchements et d'autre part de l'externalisation des travaux de branchement

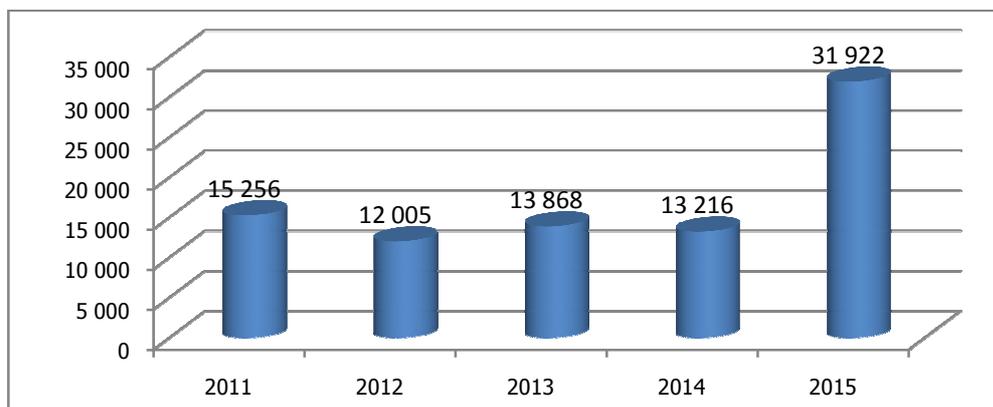
Les branchements exécutés par Direction Départementale en 2015 ont évolué comme suit :

**Tableau 13** : Evolution des branchements par Direction Départementale.

DEPARTEMENTS	Branchements réalisés		Part 2015	Evolution 2015/2014
	2014	2015		
DDAL	7 586	14 217	45%	87%
DDOP	2 133	5 431	17%	155%
DDMC	561	3 326	10%	493%
DDZC	1 167	4 552	14%	290%
DDBA	1 271	3 053	10%	140%
DDAD	498	1 343	4%	170%
<b>TOTAL</b>	<b>13 216</b>	<b>31 922</b>	<b>100%</b>	<b>142%</b>

Il se dégage de ce tableau que presque toutes les directions départementales ont doublé les demandes habituelles de raccordement. Ainsi, on pourrait affirmer que le facteur limitant les demandes serait le coût du raccordement.

**Graphe 7** : Evolution des branchements les cinq dernières années.



## 2.2 Le parc des abonnés

Le nombre d'abonnés facturés à fin décembre 2015 est de 235.449.

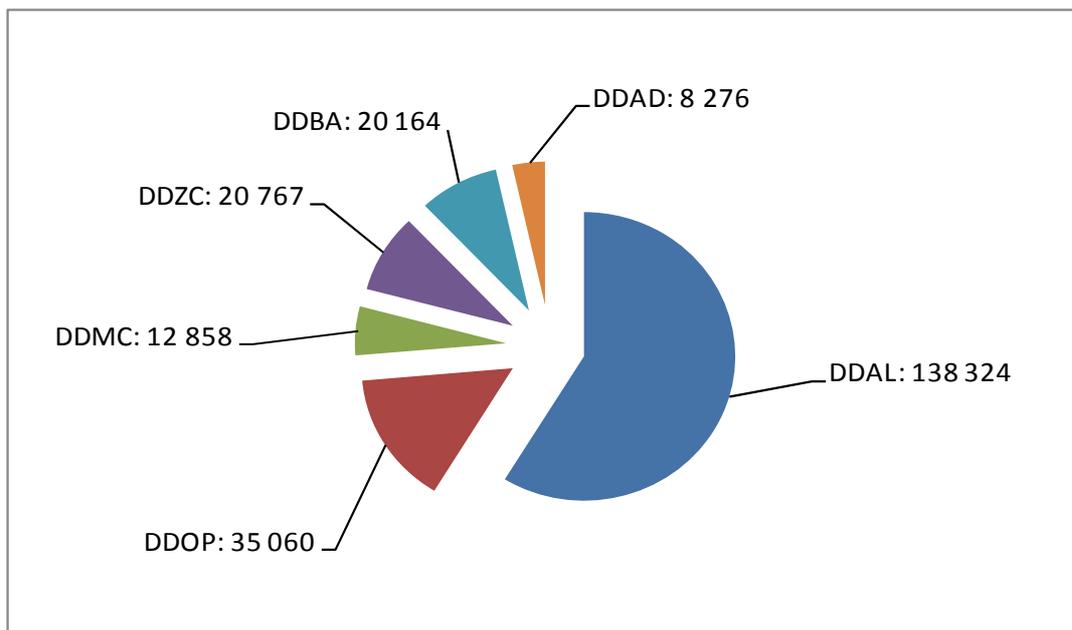
Le tableau ci-dessous indique, par Direction Départementale, la répartition des abonnés actifs et facturés pour les années 2014 et 2015 :

**Tableau 14** : Évolution du parc des abonnés actifs.

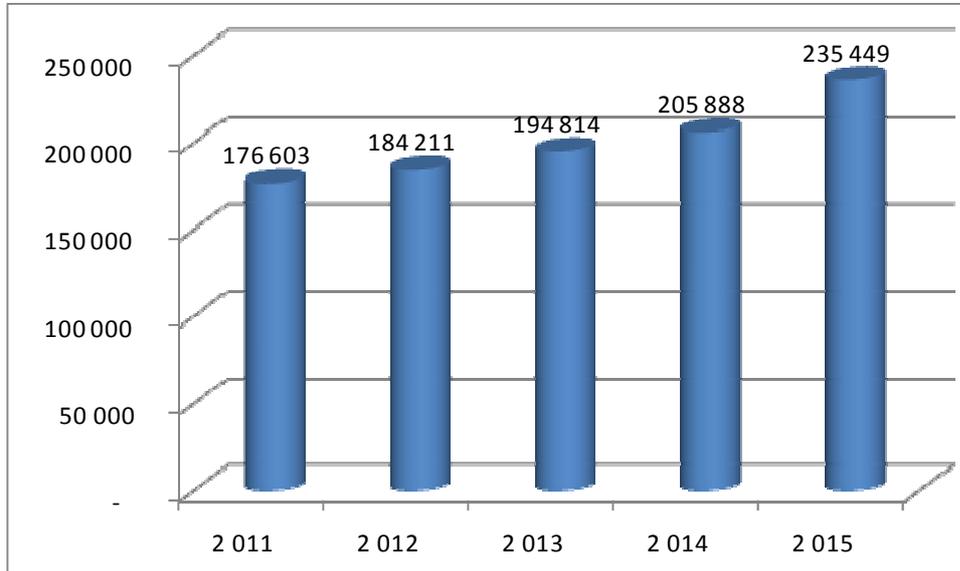
DEPARTEMENTS	Abonnés actifs		Part 2015	Evolution 2015/2014
	2014	2015		
DDAL	124 061	138 324	58,75%	11,50%
DDOP	30 110	35 060	14,89%	16,44%
DDMC	9 751	12 858	5,46%	31,86%
DDZC	17 801	20 767	8,82%	16,66%
DDBA	17 233	20 164	8,56%	17,01%
DDAD	6 932	8 276	3,51%	19,39%
<b>TOTAL</b>	<b>205 888</b>	<b>235 449</b>	<b>100,00%</b>	<b>14,36%</b>

Le graphique suivant illustre la répartition des clients de la SONEB par Direction Départementale.

**Graphe 8** : Proportions départementales du nombre de clients.



**Graphe 9** : Evolution du parc abonnés sur les cinq dernières années.



### 2.3 Le taux de desserte

Le taux de desserte en 2015 est présenté dans le tableau ci-dessus :

**Tableau 15** : Évolution du taux de desserte

RUBRIQUES	Périodes		Evolution (%)
	2014	2015	
Population desservie	2 603 245	3 194 640	23%
Population cible	3 605 000	3 765 520	4%
Taux de desserte	72,2%	84,8%	17%

La lecture de ce tableau suscite le commentaire suivant :

Environ 85 % de la population urbaine et périurbaine du Bénin est desservie par le réseau d'alimentation en eau potable de la SONEB, en accroissement de 17 % par rapport à 2014. Ce résultat satisfaisant conforte la SONEB dans l'atteinte des « Objectifs du Millénaire pour le Développement » fixé à 75 % pour 2015.

### 3. EXECUTION DES PROJETS

Les projets ont enregistré globalement un taux d'exécution financière de **44%** (sur la base des décaissements effectués sur chaque projet). Il est important de noter que ce taux aurait été meilleur si le Royaume des Pays-Bas n'avait pas suspendu la mise à disposition des ressources d'une part et si le retard et la non disponibilité n'avaient pas été observés dans l'ordonnancement des crédits par le budget national d'autre part.

Le tableau ci-après présente le détail de chaque projet avec son niveau de réalisation:

**Tableau n° 16:** Détails du point d'exécution financière des projets.

(Montant en Milliers de CFA)

TITRE DU PROJET	PROGRAMMATION 2015	REALISATIONS	TAUX
<b>PROJETS ALIMENTATION EN EAU POTABLE (AEP)</b>			
Projet de Renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Cotonou et ses agglomérations: phase II	1 500 000	788 132	53%
Projet d'alimentation en eau potable des villes secondaires : Comè, Grand-Popo, Malanville, Kétou et Bantè.	720 000	942 620	131%
Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville d'Abomey-Calavi et ses environs (Etudes techniques détaillées et réalisation des forages).	337 688	355 600	105%
Acquisition de matériels de branchements	276 057	713 476	258%
Projet de renforcement du système d'AEP de la ville de Porto-Novo dans le cadre de la fête de l'indépendance de 1er août 2010 : Avenants pour le raccordement de Sèmè (Solde restant à payer)	134 290	96 167	72%
Travaux de protection du déversoir latéral et de renforcement de la voie sur la digue du barrage de Kpassa sur l'Okpara.	657 859	179 462	27%
Projet d'amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine à l'eau par les branchements à coûts réduits (Confère Cadre d'Accélération des OMD).	676 376	676 376	100%
Travaux de remplacement de la conduite DN 600 du tronçon carrefour Védoko à l'étoile rouge à Cotonou : Pose d'environ 3,7 km de conduites PEHD 710 et accessoires.	911 735	342 490	38%
Travaux de réhabilitation des châteaux d'eau de 1750 m3 de Védoko, de Maro militaire, d'Akpakpa et de Porto-Novo.	191 443	260 670	136%
Projet de renforcement des systèmes d'AEP DU Centre secondaire de Djougou et des localités de Tchaourou Tanguiéta et Savè	5 839 911	1 429 965	24%
Projet de renforcement du système d'AEP de la ville de Parakou	1 500 000	0	0%
<b>TOTAL</b>	<b>12 745 358</b>	<b>5 784 958</b>	<b>45%</b>
<b>PROJETS ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES</b>			
Projet de construction d'une station de traitement des boues de vidange à Abomey-Calavi	260 000	58 315	22%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain (PUGEMU) : Appui à la gestion des eaux usées	1 129 812	307 574	27%
<b>TOTAL</b>	<b>1 389 812</b>	<b>365 889</b>	<b>26%</b>
<b>TOTAL GENERAL DES PROJETS</b>	<b>14 135 170</b>	<b>6 150 847</b>	<b>44%</b>

On retiendra au titre de ces projets, que les réalisations physiques renseignant sur l'évolution globale desdits projets depuis leur mise en œuvre se résument comme suit:

- ***Projet de renforcement du système d'AEP de la ville de Cotonou et ses agglomérations - phase II.***

Tous les travaux du projet sont achevés et réceptionnés. Les prestations de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sont achevées. Le rapport provisoire de fin de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est disponible. Le taux d'exécution physique global du projet est de 100 %.

Toutefois, bien que les travaux du projet soient achevés, les décomptes des entreprises n'ont pu être payés du fait de l'arrêt du PPEA II par l'Ambassade des Pays-Bas.

- ***Projet d'AEP des villes secondaires Comé, Grand-Popo, Malanville, Kétou et Bantè.***

Ce projet entièrement réalisé en maîtrise d'ouvrage déléguée par AGETUR est exécuté en deux phases.

La réception provisoire de la 1<sup>ère</sup> phase a été prononcée depuis janvier 2013.

Pour ce qui concerne la 2<sup>ème</sup> phase de ce projet démarrée le 02 septembre 2014, tous les travaux (génie civil ; pose de conduites et d'équipements hydrauliques, électromécaniques et électriques) sont achevés dans toutes les villes du projet de même que les essais généraux. L'actualisation des études techniques est achevée et les prestations de contrôle et suivi des travaux sont en cours d'achèvement.

Le taux d'exécution physique global du projet est de 92 %.

Toutefois, notons au titre de ce projet que la difficulté observée est la non mise à disposition des ressources par le Royaume des Pays-Bas.

- ***Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville d'Abomey-Calavi et ses environs (Etudes techniques détaillées et réalisation des forages)***

Les rapports définitifs des études hydrogéologiques et géophysiques sont disponibles et les prestations de contrôle et surveillance des travaux d'exécution des forages sont achevés. Les contrats de l'entreprise FORAG-SA sélectionnée pour la réalisation des deux lots (lot 1 : exécution de 07 forages ; lot 2 : réalisation de 03 forages et 02 piézomètres) ont été approuvés respectivement les 06 février et 13 mars 2015. Tous les travaux relatifs aux deux lots sont achevés et leurs constats d'achèvement ont été effectués le 15 septembre 2015.

Le taux d'exécution physique global du projet est de 100 %.

Les activités du projet financées sur financement du PPEA II ont été interrompues le 06 mai 2015 compte tenu de l'arrêt du programme par l'Ambassade des Pays-Bas.

- ***Projet d'acquisition de matériels pour la réalisation de branchements particuliers.***

Les dossiers techniques des matériels et équipements ont été approuvés par la SONEB et la réception en usine a été effectuée du 4 au 13 avril 2014. La livraison a été faite au cours du mois de juin 2014 et la réception au magasin central de la SONEB a eu lieu le 16 septembre 2014. Déclaré inéligible par le bailleur (le Royaume des Pays-Bas), le marché passé dans le cadre de ce projet est désormais entièrement financé par la SONEB.

- ***Projet de Renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Porto-Novo dans la cadre de la fête de l'indépendance de 1<sup>er</sup> août 2010: avenants pour raccordement de Sèmé au système d'AEP de Porto-Novo.***

La réception définitive des travaux a eu lieu le 07 octobre 2014. Le paiement de la facture de retenue de garantie n'a pas encore eu lieu jusqu'à ce jour pour insuffisance des ressources mises à disposition à cet effet. La difficulté à ce niveau concerne le non-paiement des décomptes finaux de l'entreprise et du bureau de contrôle faute d'insuffisance de crédit chargé.

- ***Travaux de protection du déversoir latéral et de renforcement de la voie sur la digue du barrage de Kpassa sur le fleuve Okpara.***

Le contrat du bureau en charge du contrôle des travaux est en cours de signature et ces travaux sont en cours d'exécution.

Toutefois, les travaux ont été arrêtés compte tenu de la fermeture du SIGFIP ce qui a entraîné des décomptes impayés à ce jour.

- ***Projet d'amélioration des couches défavorisées de la population urbaine à l'eau par les branchements à coûts réduits (confère cadre d'accélération des OMD).***

L'entreprise devant fournir les matériels est sélectionnée et le contrat est déjà signé et enregistré. Tous ces matériels ont déjà été livrés et réceptionnés. Toutefois, la facture de démarrage n'a pu être ordonnancée à ce jour malgré l'achèvement de toute la procédure.

- **Travaux de remplacement de la conduite en amiante ciment DN 600 du tronçon carrefour Védoko et Etoile rouge à Cotonou : pose d'environ 3,7 km de conduites PEHD 710 et accessoires.**

L'avenant n°1 au contrat de prestation du groupement IGIP Gmgh / IGIP Afrique a été approuvé le 07 mars 2014. Le rapport définitif des études techniques détaillées des travaux entrant dans ce cadre sont disponible. Tous les travaux du projet sont achevés et le constat d'achèvement a été effectué le 14 décembre 2015. Quant aux prestations de contrôle et surveillance des travaux, ils sont en cours d'achèvement.

- **Travaux de réhabilitation des châteaux d'eau de 1750 m<sup>3</sup> de Védoko, de Maro militaire, d'Akpakpa et de Porto-Novo.**

L'avenant n°1 au contrat de base de SOGEA-SATOM chargé de réaliser les travaux a été approuvé le 1<sup>er</sup> septembre 2014 et tous les travaux (génie civil, lavage et désinfection des cuves) démarrés depuis le 12 septembre 2014 sont achevés.

- **Projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable du centre secondaire de Djougou et des localités de Savè, Tchaourou et Tanguiéta.**

Démarrés le 29 mars 2014, quatorze (14) forages positifs ont été exécutés à Djougou (Débit total 175 m<sup>3</sup>/h contre 150 m<sup>3</sup>/h attendu), deux (02) à Tanguiéta (Débit total 34 m<sup>3</sup>/h contre 20 m<sup>3</sup>/h attendu) et deux (02) à Tchaourou (Débit total 40 m<sup>3</sup>/h contre 10 m<sup>3</sup>/h attendu). Le contrôle et la surveillance des travaux d'exécution des forages dans les localités de Djougou, Tchaourou et Tanguiéta sont achevés. Les études techniques détaillées complémentaires ainsi que l'étude d'impact environnemental et social sont achevées. Les entreprises devant réaliser la fourniture de matériels de branchements particuliers et les travaux d'aménagement, d'équipement électrique et électromécanique sont déjà sélectionnées et leurs marchés approuvés. Le fournisseur devant livrer le véhicule 4X4 a été sélectionné et son marché en cours d'élaboration. Celui pour l'acquisition des matériels informatiques a été également relancé et le DAO validé par la BOAD. L'appel d'offres est en cours de lancement.

- **Projet de renforcement du système d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Parakou.**

Le dossier d'Appel d'Offres en vue de la sélection du maître d'œuvre devant réaliser les études d'APD et le contrôle des travaux est lancé et les travaux de dépouillement et d'évaluation des offres sont en cours.

- **Projet de construction d'une station de traitement de boues de vidange à Abomey-Calavi.**

L'étude de faisabilité du projet est achevée et le rapport provisoire en cours de validation. La principale difficulté de ce projet est le retard dans la mise à disposition du site devant abriter la station.

- ***Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain (PUGEMU) Composante C : Appui à la gestion des eaux usées.***

Ce projet est mis en œuvre en maîtrise d'ouvrage déléguée par l'AGETUR SA. Les prestations démarrées par la mission d'assistance technique sont achevées. Le bureau d'étude devant réaliser les plans directeurs d'assainissement des eaux usées de la conurbation de Cotonou (Abomey-Calavi, Cotonou, Sèmé-Podji) et de la ville de Porto-Novo a été sélectionné et ses prestations étant achevées les rapports afférents sont disponibles. Le rapport d'établissement est disponible. Les formations des acteurs du sous-secteur de l'assainissement ont démarré et se poursuivent. Le dernier atelier est en cours de préparation. Le matériel informatique prévu pour être acquis est déjà livré et réceptionné le 07 novembre 2014. Les rapports définitifs des missions A (collecte des données et diagnostic de la situation actuelle), B (synthèse des données de base et critères de conception) et C (étude des scénarii) sont disponibles et sont validés par le comité de pilotage le 29 avril 2015. Les rapports E (Plan Directeur d'Assainissement) et D (Etudes Techniques Détaillées des Projets Pilotes) sont en cours de finalisation après l'atelier de validation du 09 décembre 2015. Deux ingénieurs Eau et Assainissement ont été recrutés pour renforcer l'effectif du personnel.

#### 4. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le bilan social de la SONEB au 31 décembre 2015 se présente ainsi qu'il suit :

##### 4.1 Effectif

Les mouvements enregistrés au niveau du personnel au cours de l'exercice 2015 ont porté son effectif à 853 agents contre 678 en 2014. Le gap entre ces deux années est dû aux recrutements notamment l'incorporation dans l'effectif des 190 agents prestataires admis au concours organisé en 2014, aux retraités et aux décès.

##### 4.2 Répartition du personnel par catégorie socio-professionnelle

Le personnel de la SONEB est reparti par catégories socioprofessionnelles dont le détail est présenté dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 17** : Répartition du personnel par catégorie socioprofessionnelle au 31 décembre 2015.

Rubriques	Hommes		Femmes		Total	
	Effectif	Ratio	Effectif	Ratio	Effectif	Ratio
Cadres	102	11,96%	26	3,05%	<b>128</b>	15,01%
Agents de Maîtrise	36	4,22%	13	1,52%	<b>49</b>	5,74%
Agents d'Exécution	575	67,41%	101	11,84%	<b>676</b>	79,25%
<b>Totaux</b>	<b>713</b>	<b>83,59%</b>	<b>140</b>	<b>16,41%</b>	<b>853</b>	100,00%

##### 4.3 Répartition du personnel par Direction Départementale

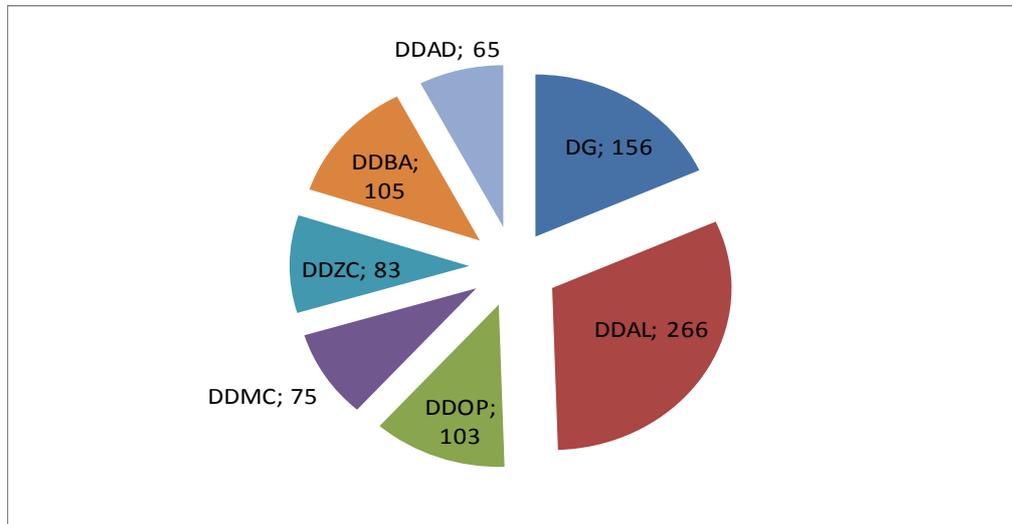
En vue d'atteindre les objectifs à elle fixés de façon efficace et efficiente, la SONEB dispose, sur le plan organisationnel, des structures centrales au niveau de la Direction Générale et des Directions Départementales.

Les effectifs par direction se présentent comme suit :

**Tableau 18** : Répartition de l'effectif par direction.

Rubriques	DG	DDAL	DDOP	DDMC	DDZC	DDBA	DDAD	TOTAL
Effectif	156	266	103	75	83	105	65	853

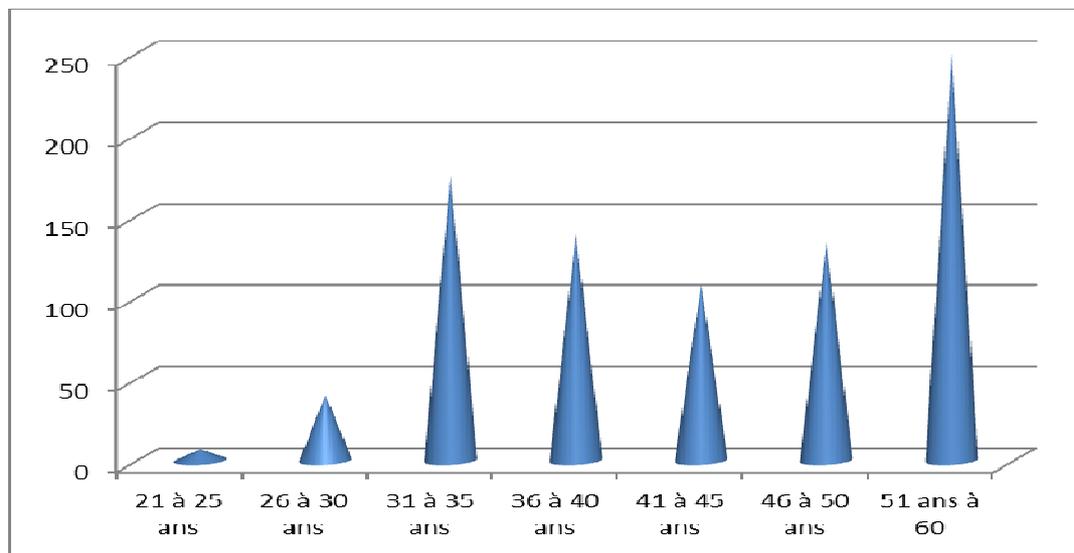
**Grphe 10:**Répartition graphique de l'effectif par direction



#### 4.4 Ages et pyramide des âges

La moyenne d'âge des agents de la SONEB est située entre 45 et 49 ans. La pyramide des âges ci-après est faite avec une amplitude de 5 ans.

**Grphe 11 :** Pyramide des âges des agents SONEB au 31 décembre 2015.



Au vu de cette pyramide, on constate que plus de la moitié des agents iront à la retraite d'ici 15 ans.

## 4.5 Mouvement du personnel

Le mouvement du personnel s'illustre à travers les recrutements et les départs (retraites et décès).

### 4.5.1 Recrutement

La SONEB dans le souci de renforcer son personnel a recruté au cours de l'exercice 2015, 205 agents dont 189 concernent les prestataires admis au concours de recrutement organisé en 2014.

### 4.5.2 Les Départs

Les principaux départs sont relatifs aux retraites et aux décès. Ils concernent 30 agents.

Au total, au cours de l'année 2015, les mouvements de l'effectif du personnel ont concerné 235 agents en 2015, dont 30 départs de la société et 205 recrutements.

Ces différents mouvements sont détaillés dans le tableau suivant :

**Tableau 19** : Mouvement du personnel par catégorie.

RUBRIQUES	CADRES	MAITRISE	EXECUTION	TOTAL
RETRAITES	6	0	20	<b>26</b>
DECES	0	0	3	<b>3</b>
AUTRES DEPARTS	0	0	1	<b>1</b>
<b>Sous total départ</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>24</b>	<b>30</b>
<b>RECRUTEMENTS</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>196</b>	<b>205</b>

## 4.6 Rémunération

La rémunération du personnel, comme le stipule le code de travail, est la contrepartie du travail effectué par le travailleur. Le total des charges que représente cette rémunération, y compris les charges sociales et les versements patronaux sur salaire, se chiffre à un montant de 6,13 milliards de FCFA à fin décembre 2015.

De même, des frais de transport dans le cadre des affectations, missions à l'intérieur comme à l'extérieur (exceptées celles qui sont accomplies dans le cadre des formations dont le point se trouve dans la rubrique formation) ont été payés pour des montants respectifs de FCFA 5,23 millions, 111,56 millions et 13,19 millions. Comme à l'accoutumée, les enfants des travailleurs ont, conformément aux dispositions conventionnelles, bénéficié de l'allocation d'arbre de Noël qui s'est élevé à un montant de 18,44 millions de FCFA. Les autres actions sociales payées au profit des agents explorés et des ayants droits des agents en activité décédés au cours de l'exercice 2015 s'élèvent à un montant total de FCFA 2,25 millions contre 3,25 millions payés en 2014. Le paiement des indemnités de départ à la retraite aux agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite a été assuré par la compagnie d'assurance auprès de laquelle la SONEB a souscrit depuis 2012 l'Indemnité de fin de carrière (IFC).

#### **4.7 Relations avec les organisations syndicales**

La Direction Générale, dans le but de se forger un environnement favorable à l'atteinte des résultats escomptés, entretient des relations socioprofessionnelles avec les organisations syndicales. Ainsi, au cours de l'année 2015, le climat social a été apaisé. Toutefois, il faut noter qu'un nouveau syndicat a vu le jour au cours de l'année 2015.

#### **4.8 Affaires sociales**

Au cours de l'année 2015, la Direction Générale n'a pas omis le volet social qui contribue un tant soit peu à l'épanouissement du personnel.

Ainsi, les actions telles que :

- ✓ la fête des travailleurs édition 2014 a été organisée et célébrée le 23 octobre 2015 dans un nouveau décor ;
- ✓ le contrat d'assurance maladie groupe qui permet de prendre en charge tous les travailleurs ainsi que les membres de leur famille a été renouvelé ;
- ✓ les subventions aux partenaires ont été liquidées à raison de 750 000 FCFA par organisation syndicale.

#### **4.9 Carrière et Formation**

Au titre de l'année 2015, 276 agents ont été avancés tandis que 47 agents ont reçu leur bonification d'échelons. Notons qu'un nouveau système d'évaluation des performances du personnel a été élaboré sur la base de la nouvelle convention et son approbation par les membres du CODIR élargi aux partenaires sociaux est en cours. Des actions de formation au profit du personnel ont été organisées au cours de l'exercice 2015.

L'exécution du plan de formation triennal s'est poursuivie en 2015 et a été réalisée à 145% grâce essentiellement à l'exécution des formations issues de la coopération avec la Société Wallonne des Eaux (SWDE) et celles d'intégration organisées au profit des nouvelles recrues.

A ce titre, le total du nombre d'heures de formations est de 1.290 heures, soit 224 jours de formation.

#### **4.10 Conditions de travail, d'hygiène et de sécurité**

Le personnel de la SONEB ainsi que les membres de leur famille bénéficient des soins préventifs et curatifs au niveau de l'infirmerie de l'entreprise. Ils bénéficient également de l'Assurance maladie groupe souscrite par la société près de la NSIA Bénin. Le contrat d'assurance maladie groupe a été renouvelé à bonne date et les cartes de santé sont délivrées à tout le personnel couvrant la période du 01 janvier 2015 au 31 décembre 2015.

### **5. GESTION FINANCIÈRE**

De façon générale, la gestion est la mise en œuvre et l'administration des moyens et ressources requis en vue d'atteindre, dans une entreprise, des objectifs préalablement fixés dans le cadre d'une politique déterminée. La gestion financière consiste alors à gérer les ressources financières issues d'une part, de l'exploitation de l'entreprise et d'autre part, des partenaires techniques et financiers.

Ainsi, les chiffres caractéristiques issus de la gestion financière de l'exercice 2015 s'illustrent à travers le point suivant.

#### **5.1 Quelques chiffres caractéristiques**

La gestion financière de l'exercice 2015 est exposée à travers les chiffres caractéristiques relatifs à la gestion patrimoniale et celle de l'exploitation. Ils sont résumés ainsi qu'il suit :

(En millions FCFA)

<b>Rubriques</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Gestion patrimoniale</b>		
Actif immobilisé net	63.797	62.399
Ressources stables	82.101	80.847
Actif circulant net	22.700	21.668
Passif circulant	13.314	11.872
Trésorerie nette	8.918	8.652
<b>Données d'exploitation</b>		
Chiffre d'affaires	20.216	19.420
Valeur d'ajoutée	11.060	13.138
Excédent brut d'exploitation	4.788	7.747
Résultat d'exploitation	-1.354	2.161
Résultat financier	88	-315
Résultat Hors activités ordinaires	3.479	3.128
Résultat net	2.059	4.314
Capacité d'autofinancement globale	4.264	6.831

Les commentaires issus de cet extrait des états financiers sont amplement consignés au niveau du rapport de gestion exercice 2015.

## 5.2 Autres informations financières

### 5.2.1 Indice de Recouvrement

C'est le rapport entre les encaissements d'une période et les émissions de la même période. Il sera déterminé au niveau de : l'administration centrale et les clients particuliers.

### **5.2.1.1** *Indice de Recouvrement sur l'Administration Centrale*

Le rapprochement au 31 décembre 2015 des comptes de l'Administration Centrale avec la SONEB a révélé qu'au cours de l'année 2015, la SONEB a émis, pour le compte de l'Administration Centrale, des factures de consommation d'eau pour un montant global de F CFA 3,35 milliards TTC. De ce montant, il a été recouvré F CFA 1,69 milliard TTC soit un indice de recouvrement de 50,5% contre 75% prévu. Pour ce qui concerne les arriérés de créances, environs 240 millions de FCFA ont pu être recouverts.

### **5.2.1.2** *Indice de Recouvrement sur Clients Particuliers*

Le recouvrement des créances clients particuliers en 2015 au niveau des directions départementales a engendré un indice de recouvrement de 98% contre 96% prévus.

### **5.2.2** Délai crédit client

Le délai crédit client ou encore appelé ratio de rotation du crédit client est égal au rapport de l'encours clients et du chiffre d'affaires journalier moyen TTC. En 2015, ce ratio est de 272 jours contre 245 jours en 2014 (encours ou créances clients nettes 2015 : 17.709 millions F CFA, chiffre d'affaires TTC 2015 : 23.855 millions F CFA). Cette augmentation résulte en grande partie de la créance sur l'Administration Centrale qui n'a payé que 51% de sa consommation d'eau en 2015. Il urge alors que l'autorité mette en place une nouvelle stratégie de recouvrement sur l'administration centrale vue que cette dernière dispose d'un budget autonome.

## **6 AUTRES ACTIVITES MANAGERIALES**

Comme à l'accoutumée, des tâches bien précises à accomplir au cours de l'année 2015 par les responsables à divers niveaux ont été définies et consignées dans des documents appelés Contrat d'Objectif de Performance (COP). Ces contrats d'objectifs ont été signés entre le DG et les Directeurs Centraux, les Chefs Département et les Directeurs Départementaux qui les ont répercutés sur les chefs service.

Le présent rapport d'activités général fait la synthèse des autres grandes réalisations de l'entreprise en 2015 au niveau de certaines structures.

### **6.1 Audit interne et Inspection**

Le Département Audit interne et Inspection a effectué au cours de l'année 2015 et conformément à son programme annuel de contrôle, les missions d'audit, d'inspection, de suivi des recommandations et autres contrôles. Le taux d'exécution global est de 91% et se reparti comme suit :

MISSION	Prévision	Réalisation	Taux %
AUDIT	17	12	71
INSPECTION	15	15	100
SUIVI RECOMMANDATIONS	5	4	80
AUTRES CONTROLES	28	28	100
<b>TOTAL</b>	<b>65</b>	<b>59</b>	<b>91</b>

Les missions exécutées s'articulent autour des points suivants :

- audit des activités de gestion administrative, commerciale, financière et technique de quelques agences ;
- audit des activités de relève d'index des compteurs ;
- inspections effectuées dans quelques Divisions et Magasins ;
- inspection des activités des contrôleurs régionaux.
- contrôle des inventaires de fin d'année ;

## 6.2 Planification et Etudes

- Stratégie Nationale de l'Alimentation en Eau potable en Milieux Urbain et Périurbain

La Stratégie Nationale de l'Alimentation en Eau potable en Milieu Urbain et Périurbain 2006-2015 a été évaluée et une nouvelle stratégie 2016-2030 est élaborée et validée par les acteurs du sous-secteur. L'approbation de celle-ci est en cours par le Gouvernement.

- Plan directeur eau

Le plan d'investissement de la ville de Porto-Novo démarré en 2015 est en cours de finalisation.

- Plan Prévisionnel de Développement de l'Entreprise (PPDE)

Le Plan Prévisionnel de Développement de l'Entreprise 2012-2016 est l'un des outils d'orientation stratégique de la SONEB. Il a été élaboré et validé en 2013 après celui de la période 2007-2011. Un bilan d'exécution établi chaque année, rend compte des réalisations et présente les difficultés ainsi que les perspectives. Le bilan de l'exercice 2015 est en cours d'élaboration. Les travaux de l'élaboration du Plan Prévisionnel de Développement de l'Entreprise pour les cinq prochaines années devront être réalisés au cours de l'année 2016.

➤ **Modèle Financier**

Le modèle financier permet de suivre l'équilibre financier du sous-secteur de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain en fonction des volumes d'investissements et des objectifs stratégiques. Sa mise à jour régulière assure le maintien de sa capacité prédictive et de la pertinence des analyses financières et des décisions qui en résultent. La dernière mise à jour du Modèle Financier est réalisée en décembre 2015 pour les données technico-commerciales et les états financiers de 2014. L'actualisation de ce précieux outil d'analyse financière intégrée et de décision au titre de la gestion 2015, interviendra en juin 2016.

➤ **Contrat-Plan**

En 2014, un nouveau contrat-plan ETAT- SONEB a été élaboré et signé pour la période de 2014-2016. Cet important document institutionnel consacre la 3<sup>ème</sup> édition des engagements des deux parties pour le développement du secteur de l'alimentation en eau potable et l'assainissement des eaux usées (AEPA), après ceux des deux éditions 2008-2010 et 2011-2013. Le rapport d'exécution de l'année 2014 a été approuvé par le comité de suivi du contrat-plan lors de sa session d'évaluation du mercredi 29 juillet 2015.

Le compte rendu de la gestion 2014 transmis au Gouvernement a été approuvé par le Conseil des Ministres en sa session extraordinaire du mercredi 14 octobre 2015.

Le rapport d'évaluation de la gestion 2015 est en cours d'élaboration.

### **6.3 Au plan juridique et archivages**

Une fois de plus, le Département Juridique, du Contentieux, de la Documentation et des Archives s'est acquitté des tâches qui lui ont été assignées en 2015 de par ses attributions et les termes de son Contrat d'Objectif de Performances. Le DJCDA a aussi répondu aux diverses sollicitations des directions départementales et aux alertes concernant les fraudes sur réseau.

Ainsi, il a été recouvré pour le compte de la SONEB, et par voie judiciaire, la somme de 3,57 millions de F CFA. Plusieurs dossiers sont en délibéré et augurent d'importantes sommes à encaisser par la SONEB.

Dans le domaine des archivages, le département s'est doté d'un conteneur. Ainsi, tous les dossiers entreposés au CFME pourront désormais y être rangés.

## 6.4 Au plan du contrôle de gestion

### a. Gestion budgétaire

Le budget 2016 adopté par le Conseil d'Administration le 18 septembre 2015, constitue un outil de gestion dont le suivi permettrait la maîtrise des charges. Des objectifs réalistes et réalisables ont été retenus de façon participative entre la Direction Générale et tous les Responsables tant dans la sphère centrale que départementale dans les délais réglementaires.

Les engagements de dépenses de charges et d'investissements ont été exécutés conformément aux objectifs prévus dans ledit budget.

Les charges décaissables engagées sont de 17,41 milliards de F CFA pour 15,88 milliards de F CFA prévus, soit un taux d'exécution global de 110%.

Les produits encaissables constatés sont de 21,92 milliards de F CFA pour 22,89 milliards prévus, soit un taux de réalisation de 95,76%.

Les principales causes de dépassement des charges et l'insuffisance de réalisation des produits encaissables sont exposées dans le rapport de l'exécution du budget 2015.

Les engagements d'investissements et projets sont réalisés à un taux d'exécution global de 44%.

### b. Contrat d'Objectifs de Performances

La Direction du Contrôle Général et de la Gestion des Risques à travers son Département Contrôle de Gestion a poursuivi l'élaboration et l'évaluation des Contrats d'Objectifs de Performances assignés à tous les Directeurs Centraux et Départementaux. Ceci permet d'améliorer la performance au niveau des différents secteurs d'activité.

### c. Comptabilité analytique

Les coûts de revient 2014 de l'eau ont été déterminés après différents traitements des charges consignées dans les états financiers ainsi que les prix de cession des matériels eau sur la base du coût unitaire moyen pondéré (CUMP) et des tarifs sur le marché. Les travaux pour le calcul des coûts de revient 2015 sont en cours.

## 6.5 Au plan de la Communication

Afin d'accroître la visibilité de la SONEB tant sur le plan national qu'international et d'assurer une meilleure information à la clientèle et aux partenaires de l'entreprise, la Direction Générale a poursuivi, renforcé et consolidé la politique de communication et d'information entreprise en 2015.

A cet effet, la SONEB a effectué au cours de l'année 2015, comme à l'accoutumée, la refonte de son site web([www.soneb.com](http://www.soneb.com)) afin de le rendre plus attractif. Le partenariat avec les presses écrites et audio-visuelle a été dynamisé par le renouvellement des contrats de partenariat. Les actions de plus en plus actives ont été menées afin de renforcer la coopération avec les partenaires internationaux. Toutes ces actions coordonnées ont permis de rendre plus dynamique la page facebook de la SOENB ([www.facebook.com/sonebcom](http://www.facebook.com/sonebcom)).

## CONCLUSION

Les actions de développement et de modernisation de la société entreprises en 2014 par la Direction Générale sont poursuivies et renforcées en 2015. De même, la Direction Générale a su développer une capacité managériale des ressources humaines favorable à l'apaisement du climat social qui demeure une situation indispensable à la bonne marche des activités.

Ainsi, des efforts louables ont été déployés en vue d'atteindre des performances à certains niveaux de la chaîne productive. Par contre, d'autres secteurs nécessitent des actions urgentes en vue de corriger les contreperformances enregistrés au titre de l'année 2015.

Au nombre des performances réalisées, on peut citer :

- l'accroissement du parc abonné qui a connu une augmentation de plus de 29.000 abonnés ;
- les branchements qui ont atteint un record jamais égalé avec un accroissement de 141%. Ce taux a été rendu possible grâce, d'une part à l'externalisation des travaux de réalisation des branchements et d'autre part à la campagne de branchements promotionnels lancée au cours de l'année sur une période plus longue que celle de l'année précédente ;
- l'amélioration du taux de desserte qui est passé de 72% en 2014 à 78% en 2015, soit un gain de 6%.
- l'amélioration de la consommation spécifique de l'énergie qui est passée de 0,53 à 0,52 Kwh/m<sup>3</sup>. L'acquisition et l'installation des variateurs de vitesse au niveau de certains forages a permis d'enregistrer ce niveau de consommation de l'énergie qui reste le premier intrant pour la production d'eau potable.

Le présent rapport a pour but de mettre en exergue et d'analyser les résultats techniques, commerciaux et financiers exposés sur la base des tableaux et illustrations graphiques qui l'ont alimenté. Il permettra d'élucider les principaux enseignements ainsi que les actions correctives idoines en vue de corriger les contre-performances.

Eu égard à tout ce qui précède et dans l'optique de faire compter la SONEB parmi les sociétés certifiées ISO, des recommandations sont formulées pour relever les défis ci-après:

- ✓ la mise en œuvre rapide du Projet de réduction des pertes d'eau et d'amélioration de la viabilité des systèmes d'AEP de Cotonou, Porto-Novo et leurs agglomérations prévu pour durer 3 ans à compter de 2016 ;
- ✓ L'amélioration de la réduction des pertes lors de la distribution de l'eau potable ;
- ✓ le maintien des opérations de recouvrement et la préservation du portefeuille client représentant la base du potentiel commercial ;
- ✓ la prise de toutes les dispositions pour la réalisation régulière des travaux payés par les clients ;
- ✓ la promotion des Contrats d'Objectifs de Performance et la rémunération équitable du personnel des structures chargées de leur exécution ;
- ✓ la poursuite de l'amélioration de la politique budgétaire avec la programmation des crédits qui sont en adéquation avec les capacités d'exécution, notamment le budget d'investissement.